



---

**Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques**

**Troisième session**

Nairobi, 17-21 septembre 2012

Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire \*

**Mise en œuvre de l'Approche stratégique  
de la gestion internationale des produits chimiques :  
ressources financières et techniques pour la mise en œuvre**

## **Conclusions et recommandations du Conseil exécutif sur l'évaluation à mi-parcours du Programme de démarrage rapide**

### **Note du secrétariat**

1. Dans sa résolution II/3 sur les ressources financières et techniques pour la mise en œuvre, la Conférence internationale sur la gestion internationale des produits chimiques a demandé au Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide d'évaluer le Programme, de faire rapport sur son efficacité ainsi que sur l'efficacité de sa mise en œuvre et de formuler des recommandations à la lumière des résultats obtenus, pour examen par la Conférence à sa troisième session. Par cette même décision, la Conférence, à sa troisième session, est invitée à examiner et évaluer les rapports mentionnés ci-dessus et l'adéquation des arrangements financiers et techniques concernant la mise en œuvre de l'Approche stratégique afin que des mesures appropriées puissent être prises.
2. À sa cinquième réunion, qui s'est tenue à Genève les 29 et 30 juin 2010, le Conseil exécutif a approuvé le cadre de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide, et le secrétariat a engagé deux experts internationaux pour entreprendre cet examen en mai 2011. Le Conseil exécutif a examiné le rapport sur l'examen à mi-parcours à sa sixième réunion, tenue à Genève les 13 et 14 septembre 2011, et a décidé que des contributions supplémentaires étaient nécessaires, de la part des parties prenantes, pour lui permettre de prendre des décisions s'appuyant sur les résultats de cet examen.
3. Suite à l'adoption, par le Conseil exécutif, d'une procédure pour améliorer le rapport sur l'examen, le secrétariat a engagé un autre consultant afin de réviser le rapport, pour examen par le Conseil exécutif à sa septième réunion.
4. À sa septième réunion tenue à Genève les 7 et 8 mai 2012, le Conseil exécutif a examiné les données contenues dans le projet de rapport révisé sur l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide et a conclu qu'il fournissait suffisamment d'informations pour permettre d'évaluer l'efficacité du Programme et l'efficacité de sa mise en œuvre. L'examen fondait ses résultats sur un certain nombre de contributions importantes, y compris des données provenant de 30 projets achevés. Il a été mené de manière participative avec l'implication de représentants des gouvernements, des donateurs et des bénéficiaires, d'organisations de la société civile, de l'industrie, des organismes d'exécution, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide, et du secrétariat.

---

\* SAICM/ICCM.3/1.

5. Conformément à la résolution II/3, le secrétariat a l'honneur de transmettre à la Conférence, à sa troisième session, le résumé des conclusions et recommandations du Conseil exécutif (voir annexe), qui se fonde sur les résultats du projet de rapport sur l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide.

### **Mesures que pourrait prendre la Conférence**

6. La Conférence pourrait souhaiter :

- a) Examiner les informations contenues dans la présente note et dans le rapport final de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide figurant dans le document SAICM/ICCM.3/INF/17;
- b) Féliciter le Conseil exécutif pour ses efforts visant à fournir une évaluation à mi-parcours du Programme précise et conforme aux normes de qualité les plus strictes;
- c) Examiner et approuver, le cas échéant, les conclusions et recommandations du Conseil exécutif sur l'évaluation à mi-parcours du Programme.

## Annexe

# Résumé des conclusions et recommandations du Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide sur l'évaluation à mi-parcours du Programme

## Introduction

1. Le Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques s'est réuni pour la septième fois à Genève les 7 et 8 mai 2012 pour, entre autres, finaliser son évaluation du Programme.
2. L'évaluation du Programme de démarrage rapide a été demandée par la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa deuxième session dans le paragraphe 17 de la résolution II/3 sur les ressources financières et techniques pour la mise en œuvre. Dans cette résolution, la Conférence "demande spécifiquement au Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide d'évaluer le Programme de démarrage rapide, de faire un rapport sur son efficacité et sur l'efficacité de sa mise en œuvre et de formuler des recommandations à la lumière des résultats obtenus, pour examen par la Conférence à sa troisième session".
3. Le paragraphe 19 de la résolution II/3 engage la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, à sa troisième session, à examiner et évaluer les rapports mentionnés (aux paragraphes 17 et 18) et à examiner l'adéquation des arrangements financiers et techniques concernant la mise en œuvre de l'Approche stratégique afin que des mesures appropriées puissent être prises.
4. En réalisant son évaluation, le Conseil exécutif a pris en compte les résultats détaillés d'un examen du Programme de démarrage rapide qui avait été réalisé à la demande du secrétariat afin de répondre au cadre de l'examen à mi-parcours établi par le Conseil exécutif en 2010.<sup>1</sup> L'examen fondait ses résultats sur un certain nombre de contributions; il a été mené de manière participative avec l'implication de représentants des gouvernements, des donateurs et des bénéficiaires, d'organisations de la société civile, de l'industrie, des organismes d'exécution, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide, et du secrétariat.
5. Les principales contributions à l'examen étaient les suivantes :
  - a) Une étude théorique : Une étude théorique de tous les documents disponibles a été réalisée, y compris les candidatures de projets, les rapports d'avancement de projets, les rapports de suivi et d'évaluation et les rapports finaux. L'étude théorique a été conduite de mai 2011 à janvier 2012. L'ensemble du portefeuille de 145 projets approuvés a été examiné comme base de l'étude théorique. Un échantillon de 30 projets, parmi les 37 dont l'ensemble des activités étaient achevées au 31 décembre 2011, a été sélectionné en vue d'une analyse approfondie des résultats et réalisations correspondant aux activités des projets du Programme de démarrage rapide. Les informations collectées systématiquement par le secrétariat à des fins de suivi des réalisations dans le cadre du plan d'activités<sup>2</sup> du Programme de démarrage rapide ont également fait partie de l'étude théorique.
  - b) Entretiens avec des parties prenantes clés : des entretiens ont été conduits, par téléphone, par le biais de Skype ou lors de réunions face à face, avec des parties prenantes clés issues d'une sélection d'organisations intervenant comme organismes d'exécution, des représentants du Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide et du Comité de mise en œuvre du Fonds d'affectation spéciale, des donateurs, des contributeurs au Programme de démarrage rapide en général (en dehors du Fonds d'affectation spéciale), des responsables de la mise en œuvre des projets et le secrétariat.
  - c) Enquête par le biais d'un questionnaire : Un questionnaire a été élaboré et envoyé par courrier électronique, en juin 2011, à toutes les parties prenantes de l'Approche stratégique, y compris aux responsables de la mise en œuvre des projets (organisations gouvernementales et non gouvernementales). Quarante-six parties prenantes ont répondu à l'enquête.

<sup>1</sup> Le cadre de l'évaluation a été adopté par le Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide à sa sixième réunion, qui s'est tenue à Genève, les 29 et 30 juin 2010.

<sup>2</sup> Le plan d'activités du Programme de démarrage rapide est disponible sur le site Internet de l'Approche stratégique.

d) Visites dans les pays : Aux méthodes décrites ci-dessus s'est ajouté un nombre limité (7) de visites dans les pays des régions d'Afrique<sup>3</sup> et d'Amérique latine et des Caraïbes<sup>4</sup>, effectuées en mars et en avril 2012. L'objectif principal de ces visites de terrain était de conduire une évaluation générale et qualitative de la performance des projets à l'échelle nationale.

e) Session d'information technique : Une session d'information technique, qui s'est tenue lors de la première réunion du Groupe de travail à composition non limitée, a permis un échange d'informations ciblé et interactif avec un certain nombre de promoteurs de projets dans le cadre du Programme de démarrage rapide. Ces informations ont été combinées à celles obtenues par d'autres sources.

6. Une évaluation initiale des résultats de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide a été réalisée par le Conseil exécutif à sa sixième réunion, qui s'est tenue à Genève les 13 et 14 septembre 2011. L'évaluation a été achevée par le Conseil exécutif à sa septième réunion, tenue les 7 et 8 mai 2012, en se fondant sur un rapport révisé de l'examen à mi-parcours. Une copie de l'examen à mi-parcours révisé figure dans le document SAICM/EB.7/6/Rev.1.

### Résumé des conclusions du Conseil exécutif

7. Au moment de l'évaluation du Conseil exécutif en avril 2012, le Programme de démarrage rapide de l'Approche stratégique est parvenu à susciter des candidatures, conduisant à l'approbation de 145 projets venant de plus de 100 pays ou organisations non gouvernementales. Suite à l'étude des résultats du rapport révisé de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide, le Conseil exécutif est parvenu aux conclusions suivantes :

a) En se fondant sur le rapport révisé de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide, le Conseil exécutif dispose d'informations suffisantes pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Programme et faire un rapport sur son efficacité et sur l'efficacité de sa mise en œuvre ;

b) L'examen à mi-parcours indique que le Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide a réussi à favoriser les activités initiales de renforcement des capacités dans les pays en développement, les petits États insulaires en développement et les pays à économie en transition ;

c) Les projets de renforcement des capacités financés à ce jour ont, dans leur grande majorité, abordé les priorités stratégiques « A » et « B »<sup>5</sup> du Programme de démarrage rapide. De nombreux pays voient ces priorités comme les étapes initiales de la gestion rationnelle des produits chimiques. Les résultats de l'examen à mi-parcours révèlent également certains des défis auxquels de nombreux pays restent confrontés dans la prise en compte de la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie et dans tous les secteurs concernés (priorité stratégique « C »).<sup>6</sup> Il demeure nécessaire, notamment, de renforcer les capacités institutionnelles, de promouvoir une approche plurisectorielle, d'établir des mandats pour des mécanismes de coordination, de renforcer l'implication des parties prenantes et d'accroître la volonté politique ;

d) L'accessibilité, la flexibilité, la facilité de mise en œuvre, la promotion des synergies entre les conventions sur les produits chimiques et les conventions sur les déchets et l'implication de plusieurs secteurs figurent parmi les avantages que le Programme a relevés dans l'examen à mi-parcours révisé. Alors que les candidatures ont été encouragées dans un certain nombre de secteurs,

3 Pays d'Afrique visités : République-Unie de Tanzanie (12-13 mars), Ouganda (15-16 mars), Zambie (19-20 mars), Kenya (22-23 mars).

4 Pays d'Amérique latine et des Caraïbes visités : Colombie (5-6 mars), Guatemala (12-13 avril), Costa Rica (24-25 avril 2012).

5 Les Priorités stratégiques A et B du Programme de démarrage rapide sont définies à l'appendice I de la résolution I/4 de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques. La priorité stratégique A traite de « [l']élaboration ou [l']actualisation de profils de produits chimiques nationaux et [de l']identification des besoins en matière de renforcement des capacités pour une gestion rationnelle des produits chimiques ». La priorité stratégique B traite de « [la] mise en place et [du] renforcement des institutions, plans, activités et programmes nationaux de gestion des produits chimiques en vue de la mise en œuvre de l'Approche stratégique, en tenant compte des activités de mise en œuvre des initiatives et accords internationaux relatifs aux produits chimiques ».

6 La résolution I/4 définit la priorité stratégique C comme suit : « Procéder à des analyses, établir une coordination interinstitutions et mener à bien des activités participatives avec le public afin de permettre la mise en œuvre de l'Approche stratégique en intégrant – c'est-à-dire en rationalisant – la gestion saine des produits chimiques dans les stratégies nationales et en définissant ainsi des priorités en matière de coopération dans le domaine de l'aide au développement ».

y compris l'agriculture, la santé, l'industrie, l'emploi et les sciences, plus de la moitié des projets provenaient du secteur de l'environnement ;

e) Les candidatures de très bonne qualité venant d'organisations non gouvernementales ont considérablement dépassé les quotas de participation qui leur étaient alloués et, de ce fait, nombre d'entre elles n'ont pas reçu de soutien financier ;

f) La gouvernance du Programme de démarrage rapide soutient adéquatement les fonctions administratives et décisionnelles pour la mise en œuvre efficace du programme ;

g) Le secrétariat a efficacement soutenu l'administration du programme, mais a rencontré des difficultés du fait de la charge de travail générée par le grand intérêt que suscite le programme. Compte tenu du grand nombre de projets qu'il reste à achever et de la nature du travail requis pour administrer et suivre la mise en œuvre de ces projets, la priorité devrait être donnée au maintien d'un niveau d'effectifs adéquat au niveau du secrétariat ;

h) L'examen à mi-parcours a conclu que les projets achevés avaient atteint leurs objectifs et produit des effets positifs en matière de renforcement des capacités et de mise en œuvre de l'Approche stratégique ; cependant, ces résultats se basent sur les données provenant d'un nombre limité de projets achevés. Des améliorations supplémentaires des indicateurs de performance, et l'utilisation de ces indicateurs, ainsi qu'une plus grande efficacité dans l'établissement de rapports de projets soutiendront et permettront une évaluation finale du programme de qualité ;

i) Le Conseil exécutif a reconnu l'importance de se pencher sur une proposition d'extension limitée dans le temps, compte tenu de la nécessité d'éviter l'interruption du soutien aux activités habilitantes. Le Conseil exécutif a également reconnu l'importance du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets et son impact potentiel sur les considérations financières pour l'Approche stratégique ;

j) L'examen à mi-parcours révisé n'a pas pu fournir de résultats sur l'efficacité des activités du Programme de démarrage rapide en dehors du Fonds d'affectation spéciale. Le Conseil exécutif a donc décidé de ne faire aucune recommandation spécifique sur ces activités, tout en reconnaissant que des financements considérables y avaient été alloués.

### **Recommandations du Conseil exécutif**

8. Le Conseil exécutif recommande donc que la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, à sa troisième session :

a) Envisage la nécessité de soutenir davantage les activités habilitantes initiales afin d'atteindre les objectifs de l'Approche stratégique et envisage l'extension, limitée dans le temps, du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide dans ce but ;

b) Se félicite de l'accent mis sur la gestion rationnelle des produits chimiques lors du cinquième cycle de reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et prie les pays, les organismes d'exécution du FEM et le Conseil du FEM d'accélérer le soutien à la mise en œuvre de la gestion rationnelle des produits chimiques dans le cadre du mandat du FEM ;

c) Envisage de prendre en compte les enseignements tirés de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide lors de discussions plus larges sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets ;

d) Envisage des moyens de promouvoir la prise en compte de la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie dans tous les secteurs concernés ;

e) Encourage, en outre, vu la plus grande proportion de candidatures venant du secteur de l'environnement, une participation et un leadership plus larges de tous les secteurs afin d'améliorer la pérennité des résultats des projets ;

f) Envisage des possibilités d'augmenter la participation des organisations non gouvernementales dans les activités habilitantes initiales ;

g) Demande une évaluation finale de l'efficacité et de l'efficience du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide à son terme.